

Distr.
GENERALE

CRC/C/SR.33
1er décembre 1992

FRANCAIS
Original : ANGLAIS

COMITE DES DROITS DE L'ENFANT

Deuxième session

COMPTE RENDU ANALYTIQUE DE LA 33ème SEANCE

tenue au Palais des Nations, à Genève,
le mercredi 30 septembre 1992, à 15 heures.

Présidente : Mme BADRAN

SOMMAIRE

Système de documentation et d'information (suite)

Examen des renseignements requis dans chaque rubrique des directives relatives
à l'établissement des rapports (suite)

Le présent compte rendu est sujet à rectifications.

Les rectifications doivent être rédigées dans l'une des langues de travail. Elles doivent être présentées dans un mémorandum et être également portées sur un exemplaire du compte rendu. Il convient de les adresser, une semaine au plus tard à compter de la date du présent document, à la Section d'édition des documents officiels, bureau E.4108, Palais des Nations, Genève.

Les rectifications éventuelles aux comptes rendus des séances publiques de la présente session seront groupées dans un rectificatif unique qui sera publié peu après la clôture de la session.

La séance est ouverte à 15 h 10.

SYSTEME DE DOCUMENTATION ET D'INFORMATION (point 7 de l'ordre du jour) (suite)

1. La PRESIDENTE invite les membres à examiner la question des indicateurs statistiques qui peuvent être utiles au Comité dans ses travaux.
2. M. HAMMARBERG rappelle que le Comité a été informé qu'une réunion des organes de suivi des traités aurait lieu en décembre. Il est important que le Comité y soit représenté car cette réunion pourrait présenter de l'intérêt pour lui.
3. La question du choix et de l'utilisation des indicateurs économiques est extrêmement complexe. Deux problèmes d'ordre pratique se posent au Comité : d'une part comment, ainsi que l'ont demandé les pays ayant participé au Sommet mondial pour l'enfance, rattacher au plan d'action qui énonce des objectifs pédagogiques et sanitaires pour des périodes de temps limitées le travail qu'accomplit le Comité dans le cadre de l'examen des rapports des pays et, d'autre part, en ce qui concerne les directives relatives à l'établissement des rapports, quelles statistiques et quels indicateurs les Etats parties doivent-ils lui fournir ? Certains gouvernements ne seront évidemment pas en mesure de produire des statistiques détaillées et précises. Il faudrait donc que le Comité demande aux gouvernements de commencer par mettre en place un système de collecte des informations essentielles pour le contrôle des droits des enfants dans leur pays, l'accent étant mis en un premier temps sur la méthode plutôt que sur des données déterminées.
4. M. Hammarberg propose qu'après avoir examiné ses directives, le Comité décide quelles informations il souhaite recevoir au titre des paragraphes 7, 9b, 17 et 23 de celles-ci.
5. M. MOMBESHORA souligne l'importance des indicateurs statistiques dans toute tentative d'évaluation du niveau de vie des enfants. Il faut, cependant, choisir ces indicateurs avec soin. Des chiffres globaux peuvent induire en erreur dans les pays aux disparités extrêmes. Il importe donc de savoir à quel secteur se rapportent les données et de ventiler celles-ci, par exemple, selon l'âge, le sexe, la race, le milieu (rural ou urbain). Il faut également interpréter avec soin les indicateurs et il est indispensable, aux fins d'évaluation, que les données portent sur plusieurs années. Il convient d'évaluer aussi la méthode de collecte des données car ces dernières pourraient être truquées de façon à faire apparaître de meilleurs résultats. De toute évidence, les statistiques doivent pouvoir être comparées.
6. Mme SANTOS PAIS dit que la question de savoir si les indicateurs ne sont utiles que pour l'évaluation des droits économiques, sociaux et culturels a été posée au Comité des droits économiques, sociaux et culturels. En vertu de l'article 2 du Pacte y relatif et de l'article 4 de la Convention relative aux droits de l'enfant, les Etats parties s'engagent à agir "au maximum" de leurs "ressources disponibles" en vue d'assurer l'exercice des droits reconnus dans ces instruments juridiques. Les indicateurs permettraient aux Etats parties et au Comité de voir dans quelle mesure l'exercice des plus importants de ces droits est assuré. Les déclarations faites par d'autres membres vont dans

le sens de ce qu'a dit Mme Santos Pais, à savoir qu'il serait utile d'employer des indicateurs dans d'autres domaines également. Toutefois, les indicateurs à eux seuls ne permettent pas au Comité d'évaluer la situation dans un pays donné. Le Comité devrait peut-être se montrer plus exigeant et tenter de voir si tous les enfants jouissent des droits qui leurs sont reconnus dans la Convention.

7. L'article 3 de la Convention dispose : "Dans toutes les décisions qui concernent les enfants ... l'intérêt supérieur de l'enfant doit être une considération primordiale". Mme Santos Pais se demande s'il ne serait pas utile d'attirer, sur cette disposition, l'attention des Etats parties dont les dépenses militaires sont bien supérieures aux sommes qu'ils consacrent à l'aide aux enfants.

8. De l'avis de M. GOMES DA COSTA, il ne faut pas traiter les indicateurs qui se rapportent aux droits collectifs de la même manière que ceux qui se rapportent aux droits de l'individu. En ce qui concerne les premiers, les chiffres émanant de sources gouvernementales sont assez fiables mais il faut pouvoir comparer les données concernant les dépenses sociales, les programmes en faveur des enfants et les dépenses militaires. Il faut tenir compte de la répartition des revenus à l'échelle nationale et des disparités régionales à l'intérieur d'un même pays. Un gouvernement peut toujours invoquer une mauvaise situation conjoncturelle pour expliquer l'absence de réalisation des droits collectifs, mais sa responsabilité est totale en ce qui concerne les droits de l'individu tels que ceux qui sont énoncés à l'article 37 de la Convention. Il est, par exemple, impossible de défendre le trafic et la prostitution d'enfants. Les organismes des Nations Unies peuvent aider le Comité dans ses travaux sur les droits collectifs, mais pour ce qui est des droits de l'individu, ce sont surtout les organisations non gouvernementales qui peuvent le faire.

9. La question des indicateurs est effectivement d'une extrême complexité. Il faut tout d'abord recenser les questions à poser pour voir quels sont les droits de l'enfant qui sont violés dans chaque cas et pour mesurer les progrès éventuels. Il s'agit d'une question politique. Les autres - choix des données, sources, collecte, critères d'évaluation - sont des questions techniques.

10. Mme BELEMBAGO dit que le Comité doit tenir compte, dans l'évaluation des rapports des Etats parties, de facteurs tels que les catastrophes naturelles qui peuvent avoir une incidence sur la réalisation des programmes d'un gouvernement. Par ailleurs, M. Mombeshora a mentionné la nécessité de disposer de données portant sur plusieurs années pour permettre au Comité de mesurer les progrès accomplis, mais quelle devrait alors être la période minimum ?

11. Mme SANTOS PAIS se demande s'il est juridiquement possible pour le Comité de demander à un Etat partie de lui fournir des données sur une période antérieure à la ratification par celui-ci de la Convention.

12. Mme BELEMBAGO dit que sa question se rapporte à la période postérieure à la ratification, mais qu'il pourrait être effectivement utile d'avoir des données sur la période antérieure afin de mesurer les progrès éventuellement accomplis.

13. M. MOMBESHORA reconnaît qu'il n'y aurait aucune obligation juridique pour un Etat partie de fournir des données se rapportant à une période antérieure à la ratification de la Convention. Toutefois, si cet Etat est membre de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO) ou de l'Organisation mondiale de la santé (OMS), il aura probablement donné certaines informations et adopté des mesures dont l'application pourra être suivie grâce aux statistiques.

14. M. HAMMARBERG dit que le problème des indicateurs sociaux n'est pas purement théorique. Le Comité a besoin de ces indicateurs pour évaluer les rapports des Etats parties et procéder à un examen des éléments de la Convention concernant le niveau des ressources. Le libellé des articles 4, 24, 27 et 28 de la Convention laisse entendre que l'on n'attend pas des Etats parties qu'ils s'acquittent en même temps de toutes les obligations nées pour eux de la Convention. Le problème pour le Comité consiste à trouver quelques indicateurs sélectifs qui lui permettront d'engager un débat fructueux avec les gouvernements. A cet égard, le Comité doit reconnaître l'interdépendance qui existe entre les droits civils et politiques, les droits économiques, sociaux et culturels et leur universalité. Un enfant issu d'un pays pauvre n'a pas moins de droits qu'un enfant d'un pays riche. Néanmoins, les gouvernements ayant des problèmes financiers devraient bénéficier d'une certaine compréhension, voire d'une aide.

15. Si le Comité ne peut pas aborder de façon trop brutale la question de la répartition des ressources nationales, il peut, en revanche, poser des questions qui inciteront les gouvernements à analyser leurs politiques et à provoquer la discussion dans leurs pays.

16. Mme EUFEMIO fait remarquer que les Etats sont censés stipuler des normes minimales. Où se situent dès lors les indicateurs sociaux d'application universelle ?

17. M. GOMES DA COSTA dit que le problème des indicateurs est plutôt d'ordre technique. Deux grandes questions se posent : en premier lieu quels sont les indicateurs les plus importants pour évaluer la situation dans un pays ? En second lieu, quels critères faudrait-il prendre en considération pour voir si la situation dont il est rendu compte dans un rapport est acceptable ?

18. M. KOLOSOV dit que la question est très complexe. Les méthodes de collecte des statistiques et d'établissement des indicateurs varient d'un pays à l'autre. Du fait des différences géographiques et économiques, il est impossible d'adopter une norme minimale universellement applicable. Etant donné que la situation dans un pays ne saurait être comparée à celle qui existe dans un pays voisin, il serait dangereux de procéder par analogie. Les transformations qui se sont produites dans un Etat pendant une période donnée constituent le seul critère objectif. C'est avec l'examen de la deuxième série de rapports, lorsque le Comité étudiera les changements survenus, que commencera le vrai travail. En attendant, acte sera pris du travail accompli par le Comité durant ses premières années et ses futurs membres seront reconnaissants à leurs prédécesseurs d'avoir élaboré une première série d'indicateurs leur permettant de mesurer l'évolution de la situation.

19. Mlle MASON dit que le Comité ne peut pas procéder par comparaison. Chaque pays doit être considéré comme une entité en soi. Le Comité doit toutefois savoir ce qu'il recherche dans chaque pays.

20. M. MOMBESHORA constate que, de l'avis général, la question des statistiques pose de multiples problèmes. Chaque pays est différent et il est donc inutile de comparer les données. Néanmoins, le Comité doit obtenir tout ce qu'il peut comme renseignements. Certaines statistiques, les taux de mortalité infantile par exemple, existent dans tous les pays. Si dans un domaine donné, un pays occupe la dernière place, le Comité peut tenter d'en trouver la raison et suggérer que ce domaine bénéficie d'une plus grande attention.

21. Mme GAMBLE-PAYNE (Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF)) signale à l'attention du Comité le rapport de 1972 sur la situation des enfants dans le monde qui montre les progrès accomplis. Malheureusement, ce rapport ne porte pas sur toutes les dispositions de la Convention et toute contribution que le Comité pourrait apporter à l'élaboration de données ou à la mise au point d'indicateurs supplémentaires serait la bienvenue. Les programmes nationaux d'action élaborés par les pays à la suite du Sommet mondial pour l'enfance - dont la Déclaration et le Plan d'action prévoient la réalisation de certains objectifs selon un calendrier établi - pourraient également intéresser le Comité. Les données qu'ils renferment pourraient servir à mesurer les progrès accomplis dans tel ou tel domaine durant la décennie à venir. L'UNICEF pourrait les mettre continuellement à jour pays par pays. Il ne faudrait cependant pas oublier que ces données ne couvrent pas toutes les dispositions de la Convention.

22. Mlle MASON fait remarquer que les renseignements fournis par les gouvernements, les organisations non gouvernementales et les institutions spécialisées ne concordant pas toujours, il importe de décider lesquels utilisera le Comité sur la base de quels critères.

23. M. KOLOSOV remarque que les données statistiques présenteraient plus d'utilité si elles étaient ventilées par catégories (âge, groupe de revenus, milieu rural ou urbain, par exemple). Certains pays sont en mesure de le faire, d'autres ne le sont pas. Les données statistiques émanant de pays différents ne pourront être comparées et le Comité se heurtera à cette difficulté dès qu'il examinera la première série de rapports.

24. Pour Mme SANTOS PAIS, la question est certes très difficile, mais le Comité peut encore arriver à des conclusions sur la nature des indicateurs à utiliser et sur la mesure dans laquelle ils sont utilisables. Les indicateurs renseignent sur une tendance globale et risquent donc d'être interprétés de manière trop générale. Ils peuvent cependant aussi montrer la nécessité de telle ou telle mesure à prendre. Si tel est le cas, le Comité devrait intervenir en formulant des recommandations à l'intention des Etats parties, en examinant le rapport dans une perspective globale et en s'intéressant en particulier aux secteurs qui peuvent faire l'objet d'améliorations. Il est très important de voir si les Etats parties ont fait le nécessaire pour assurer aux divers droits reconnus dans la Convention un minimum d'application eu égard aux ressources disponibles. Il ne faudrait pas étudier les rapports en dehors de leur contexte. Bien souvent, c'est en

s'adressant aux organismes qui oeuvrent dans le pays que l'on peut savoir si un programme est ou non couronné de succès. Ces renseignements obtenus, le Comité pourrait procéder à une évaluation indépendante de la situation non pour critiquer mais pour encourager et trouver des solutions et faire en sorte que chaque enfant jouisse de ses droits de la meilleure manière possible.

25. M. GOMES DA COSTA dit que le Comité a effectivement besoin d'avoir des critères, de connaître par exemple la place qu'occupent la santé et l'éducation dans le budget national, mais ce serait une erreur de comparer les pays développés aux pays en développement. En revanche, il pourrait être utile d'établir des comparaisons entre des pays qui se trouvent dans une situation analogue, de comparer par exemple le Costa Rica au Brésil, le premier ayant un revenu inférieur au second mais un taux de mortalité infantile trois fois moins élevé. A partir de renseignements de cette nature, le Comité pourrait poser des questions objectives.

26. Mlle MASON dit que le Comité ne doit pas faire de comparaisons entre les pays, mais étudier chaque pays individuellement et voir comment il s'en tire compte tenu de ses ressources. Il lui faudrait aussi décider quel poids accorder à tel ou tel droit. Par exemple, si le bilan d'un pays est satisfaisant en matière de soins de santé, mais l'est moins dans le domaine de l'éducation, le Comité recommandera-t-il une réduction des dépenses affectées à la santé au profit de l'éducation ?

27. M. HAMMARBERG constate que le problème des divergences entre les statistiques se pose à tous les organes de suivi d'un traité. Au Comité des droits de l'homme, par exemple, certains gouvernements ont déclaré ne pas détenir de prisonniers politiques, tandis que des organisations non gouvernementales étaient d'un avis différent. Le Comité des droits de l'enfant ne devrait pas rechercher la vérité. Il ne comparera pas un pays à un autre, mais évaluera dans chacun d'eux le degré d'application des normes universelles énoncées dans la Convention, compte tenu de ses ressources. Certaines normes recouvrent néanmoins des obligations minimales qui doivent être remplies pour tous les enfants partout dans le monde. Dans ses directives, le Comité a invité les gouvernements à fournir des statistiques et il doit leur faire confiance.

28. M. MOMBESHORA dit qu'il n'est pas juste de comparer un pays à un autre. Néanmoins, les pays d'une même région qui se trouvent dans des conditions similaires devraient obtenir des résultats similaires; si l'un des pays différerait sensiblement du reste du groupe, cela indiquerait qu'il y a peut-être des problèmes.

29. Mme EUFEMIO constate que l'UNICEF suit les progrès réalisés dans la voie des objectifs fixés dans les programmes nationaux d'action qui ont été adoptés conformément au Sommet mondial pour l'enfance. Si le Comité ajoute à ces informations de l'UNICEF quelques données sur les droits non visés par les programmes d'action, il aura les éléments nécessaires pour évaluer les rapports présentés par les Etats parties. Il n'est peut-être pas si important de comparer un pays à un autre lorsqu'il existe des normes universelles à l'aune desquelles doivent être mesurées les réalisations dans chaque pays.

L'important est de comparer la situation dans chacun d'eux en 1992 et cinq ans plus tard, moment auquel chaque Etat partie devra faire la preuve que des progrès ont été accomplis dans la mise en oeuvre de la Convention.

30. Mlle MASON pose la question d'une éventuelle participation de quelques membres du Comité au séminaire sur les indicateurs sociaux et économiques qui doit avoir lieu prochainement. En l'absence d'une telle participation, le président du séminaire pourrait peut-être s'entretenir avec le Comité des conclusions de cette réunion ou en faire distribuer les documents aux membres du Comité.

31. Mme SANTOS PAIS fait remarquer que le Comité a déjà adopté une recommandation dans ce sens, mais à l'époque, les dates du séminaire n'étaient pas connues. Or il se trouve qu'elles coïncident avec celles de la réunion que le Comité tiendra en décembre 1992. Certains de ses membres se trouveront déjà à Genève et pourraient donc utilement y assister, sans que cela entraîne de frais supplémentaires, pour en rendre compte ensuite au Comité à la fin de sa session.

32. Le PRESIDENT propose d'examiner de manière informelle la question de l'envoi d'une ou plusieurs personnes au séminaire.

33. Il en est ainsi décidé.

EXAMEN DES RENSEIGNEMENTS REQUIS DANS CHAQUE RUBRIQUE DES DIRECTIVES RELATIVES A L'ETABLISSEMENT DES RAPPORTS (point 9 de l'ordre du jour) (CRC/C/5)

34. Après une brève discussion de procédure à laquelle participent M. MOMBESHORA, Mme SANTOS PAIS et M. HAMMARBERG, la PRESIDENTE propose d'ouvrir le débat sur un examen, rubrique par rubrique, des directives relatives à l'établissement des rapports, afin de déterminer la nature des indicateurs qui rendraient compte de la réalité dans un pays donné, puis d'examiner ces indicateurs à la lumière de la documentation présentée par le pays.

35. Il en est ainsi décidé.

Rubrique I : Mesures d'application générales (par. 9, 10 et 11)

36. Pour M. HAMMARBERG, il conviendrait de s'interroger sur la place qu'il y aurait lieu d'accorder à cette rubrique par rapport aux autres. De l'avis de certains membres, il serait logique, alors que le Comité s'apprête à examiner la première série de rapports des pays, de bien mettre l'accent sur le processus d'établissement des rapports lui-même et de voir, par exemple, si les gouvernements ont diffusé le texte de la Convention, si le rapport à l'examen a également été publié, s'il a pu faire l'objet d'un débat public, si les organisations non gouvernementales (ONG) ont contribué à son élaboration et si des mesures ont été prises pour garantir les droits des enfants, - par exemple en nommant un médiateur des enfants ou en créant un comité - ou si des dispositions ont été prises pour aligner la législation nationale sur les dispositions de la Convention. Si l'on ne devait pas insister sur ces questions lors de l'examen de la première série des rapports de pays, la portée de la Convention pourrait s'en trouver amoindrie.

37. Selon Mme SANTOS PAIS, cette façon de faire serait parfaitement conforme à ce qui est dit dans l'introduction des directives générales. Elle mettrait l'accent sur l'obligation incombant aux gouvernements de procéder à un large tour d'horizon des mesures qu'ils ont prises et sur la nécessité d'une critique franche des progrès accomplis. En outre, elle encouragerait le dialogue entre le gouvernement qui présente le rapport et la population, ce qui pourrait inciter le premier à faire les premiers pas en ce sens lors de l'établissement des rapports à venir.

38. Mgr BAMBAREN GASTELUMENDI dit qu'en pratique, les gouvernements auraient bien de la peine à engager un dialogue avec la population car beaucoup d'entre eux ne fourniraient que des informations partielles que le Comité devrait ensuite compléter d'une manière ou d'une autre.

39. Mme SANTOS PAIS dit que le Comité devrait néanmoins continuer d'encourager le dialogue entre les gouvernements et la population. Cela n'empêcherait pas le Comité de recevoir des informations d'autres sources. Il est très important qu'un rapport rende compte de la réalité dans un pays et ne permette pas aux gouvernements de farder les faits. Qui plus est, il faudrait, avec la participation des ONG, encourager les gens à faire connaître aux gouvernements leur sentiment sur des questions comme l'application et la diffusion de la Convention sur les réunions organisées à l'intention des enfants pour leur faire prendre conscience de leurs droits, sur le rôle que l'école est susceptible de jouer en leur apprenant comment ils pourraient prendre part au processus de mise en oeuvre de la Convention. Cela permettrait au Comité de se faire une idée plus complète de la situation dans un pays que ce ne pourrait être le cas s'il s'en tenait simplement aux mesures prises par le gouvernement.

40. M. HAMMARBERG dit que la rubrique I des directives générales rend compte de l'esprit dans lequel la Convention a été élaborée. Le ton n'est aucunement accusateur, l'accent étant plutôt mis sur la coopération et un dialogue fructueux. En d'autres termes, les rapports des pays doivent être des autocritiques mettant en évidence les problèmes à discuter.

41. Mme EUFEMIO partage le point de vue de M. Hammarberg. Elle précise qu'il est important que les Etats parties évaluent eux-mêmes les progrès qu'ils ont accomplis dans l'application des dispositions de la Convention.

42. Mlle MASON, se référant au paragraphe 11 des directives, se demande ce que les Etats parties doivent fournir pour faire la preuve qu'ils ont assuré à leurs rapports une large diffusion auprès de l'ensemble du public dans leur propre pays.

43. Mme SANTOS PAIS constate que c'est la première fois qu'un instrument international relatif aux droits de l'homme contient des dispositions calquées sur les paragraphes 10 et 11 des directives, ce qui leur confère une signification toute particulière. En vertu du paragraphe 10, les Etats parties doivent donner des exemples de l'éventail des moyens "appropriés et actifs" mis en oeuvre pour faire largement connaître la Convention. En vertu du paragraphe 11, les Etats parties doivent adopter des politiques transparentes

qui devraient prévoir toutes les mesures nécessaires pour assurer à leurs rapports une large diffusion auprès du public. Certains Etats parties peuvent rendre le rapport public avant de l'avoir présenté à l'organe de suivi d'un instrument international, tandis que d'autres préféreront peut-être qu'il ait été examiné pour le rendre public en même temps que les commentaires faits par l'organe en question.

44. M. KOLOSOV, se référant aux paragraphes 10 et 11, mentionne, comme indicateur important des efforts faits par les Etats parties pour diffuser la Convention, les mesures prises pour la faire connaître dans les langues locales. Il est en outre indispensable que son texte soit accessible au grand public par tous les moyens possibles, de manière continue et régulière. Sa publication dans un journal national, une seule fois, ne suffit pas.

45. M. HAMMARBERG partage l'avis de M. Kolosov. Le paragraphe 10 signifie que les gouvernements doivent mettre en chantier un programme intensif d'information sur la Convention qui comporte un élément d'analyse. En outre, le fait qu'il soit fait référence "aux adultes comme aux enfants" signifie que les établissements d'enseignement doivent aussi jouer un rôle dans ce domaine. Quant à l'intention dont s'inspire le paragraphe 11, il pourrait être utile de se reporter au paragraphe 3 qui met l'accent sur l'importance de la participation populaire.

46. Un problème susceptible de se poser, à son avis, tient à ce que les Etats parties, pour justifier la non-application de certaines mesures, pourraient prétendre que les organes d'information, en tant qu'entités indépendantes, sont libres de publier les informations de leur choix. Il faut aussi reconnaître qu'en général, les journaux ne sont guère enclins à publier des textes très longs. Néanmoins, le moins que l'on soit en droit d'attendre des Etats parties en application des paragraphes 10 et 11 est qu'ils fassent publier le rapport dans la langue du pays, prouvent que celui-ci a été mis à la disposition des médias, le publient dans le journal officiel ou une publication analogue et en assurent régulièrement la publication ou la diffusion.

47. M. KOLOSOV constate que, d'après le paragraphe 7, la traduction des annexes au rapport d'un pays ne sera pas assurée. Cela pose un problème délicat en ce qui concerne le rapport de son pays, qui contient une importante annexe sur la législation nationale relative aux droits de l'enfant. Dans ces conditions, il s'interroge sur la capacité du Comité d'apprécier le degré d'application des mesures requises. De plus, d'un point de vue pratique, il se demande comment le Comité réglera la question.

48. Mme SANTOS PAIS dit que, comme il est indiqué au paragraphe 7, il faudrait que le corps du rapport contienne les informations essentielles de façon à ce qu'il ne soit nécessaire de se reporter aux annexes que sur des points particuliers. En outre, lorsque les rapports seront finalement présentés pour examen, il faudra que les membres de la délégation soient prêts à répondre aux questions du Comité. Bien que M. Kolosov ne puisse pas participer à la discussion, on pourrait tout à fait lui demander, lors de la réunion consacrée à la préparation de l'examen du rapport de la Russie, de lire ou d'expliquer certains passages des annexes.